

Le consommateur subit une nouvelle hausse depuis le début de l'année

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5268 - Jeudi 7 janvier 2021 - Prix : 10 DA

Conférence de presse de la JSK

Les dirigeants contraints d'annuler sous la pression d'un groupe de supporters

Page 16



Le Président Tebboune reçoit des représentants de confédérations du patronat

Objectif : atteindre 4 milliards USD d'exportations hors hydrocarbures

Page 3

De l'avantage qu'il y a à pouvoir parler aux deux camps libyens

Par Mohamed Habili

Parmi tous les pays intéressant dans la crise libyenne, il en est deux qui semblent plus impliqués que les autres, dans le même temps qu'ils y poursuivent des buts diamétralement opposés : l'Egypte et la Turquie. Chacun ne s'estimerait avoir pris le dessus sur l'autre que s'il parvenait à forcer son adversaire à quitter la scène libyenne. Un objectif jusqu'à présent hors d'atteinte pour l'un comme pour l'autre. Néanmoins, comme l'Egypte partage des frontières terrestres avec la Libye, qui elles sont inamovibles, à la différence de la Turquie qui n'en possède que de maritimes, c'est cette dernière qui semble devoir mettre fin en premier à sa présence militaire en Libye, à moins que les développements futurs de la crise ne lui concèdent un avantage difficilement réversible. Aucun des autres pays impliqués à un titre ou à un autre en Libye ne l'est au point que ses relations futures avec ce pays dépendent de la victoire de l'un des deux camps libyens en conflit. Aucun des pays maghrébins n'est à ce point engagé aux côtés d'un camp libyen plutôt que d'un autre qu'il aurait tout à gagner ou au contraire tout à perdre suivant que ce soit ses alliés libyens ou leurs adversaires qui finalement prennent le dessus. Tous auraient plutôt tout à gagner dans le cas où les Libyens surmontaient leurs différends d'une façon à ce que justement il n'y ait ni vainqueurs ni vaincus. On peut dire que sur ce point ils sont d'accord.

Suite en page 3

10 morts et 221 personnes secourues en cinq jours

Asphyxie au gaz, la cote d'alerte



Ph/D. R.

Le nombre de décès par asphyxie au gaz est inquiétant. Depuis le début de l'année, soit en seulement cinq jours, dix personnes sont mortes et plus de 200 autres ont été secourues in extremis. Page 2

Entreprises algériennes

Hafid Aourag déplore la marginalisation des chercheurs

Page 2

Annoncée par Malika Bendouda

Préparation d'une stratégie nationale dédiée à l'économie de la culture

Page 16

10 morts et 221 personnes secourues en cinq jours

Asphyxie au gaz, la cote d'alerte

■ Le nombre de décès par asphyxie au gaz est inquiétant. Depuis le début de l'année, soit en seulement cinq jours, dix personnes sont mortes et plus de 200 autres ont été secourues in extremis.

Par Aomar Fekrache

Selon un bilan présenté avant-hier par le chargé de l'information à la Direction générale de la Protection civile, le capitaine Yousfi Mourad, «depuis le 1^{er} janvier, 10 personnes sont mortes asphyxiées par le monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage et de chauffe-eau au niveau national». Les chiffres des pompiers renseignent amplement sur le grand danger que présente la mauvaise utilisation du gaz de ville pour la santé des citoyens. En fait, au cours de la même période, «700 interventions ont été enregistrées, ayant permis de sauver 221 personnes d'une mort certaine. Ces personnes ont été transférées vers les services hospitaliers pour recevoir les soins nécessaires», a-t-il expliqué. Le plus lourd bilan a été enregistré au niveau d'Alger, avec 3 morts, suivi de Tiaret, Ain Defla et Djelfa (2 décès pour chacune) et un décès à Batna. Les trois personnes mortes dans la commune de Baba Hassen à Alger sont, pour rappel, issues d'une même famille, un homme âgé de 31 ans, son épouse de 21 ans et leur enfant d'un an. Une véritable tragédie qui, à ce ryth-



P.V.D. R.

me, risque de se répéter si les citoyens ne prennent pas au sérieux ce tueur silencieux. Bien que des campagnes de sensibilisation aient été régulièrement diffusées, l'on continue d'enregistrer des drames à travers le territoire national. C'est ce qu'a d'ailleurs regretté le capitaine Yousfi Mourad, soulignant que des campagnes de sensibilisation ont été pour autant menées à travers le pays, pour rappeler aux citoyens la nécessité de respecter les mesures de prévention et de sécurité afin de réduire ces accidents mortels. Le chargé de communication de la Protection civile a imputé ces accidents domestiques au «manque d'aération et d'entretien périodique des divers appareils, à leur mauvaise installation par des personnes non qualifiées,

en sus du non-respect des conditions de sécurité». Pour éviter de dormir et ne plus se réveiller, ce gaz étant inodore et invisible, il est recommandé aux citoyens de «mettre en place des ouvertures d'aération en haut et en bas des endroits où l'équipement fonctionnant au gaz est installé et d'utiliser un détecteur de monoxyde de carbone en guise de moyen d'alerte». Si les services de la Protection civile affirment poursuivre leurs efforts et leurs campagnes de sensibilisation, tout compte fait la tâche n'est pas du tout facile. Et pour cause, en Algérie le gaz de ville est en passe d'être généralisé et est désormais accessible même dans les campagnes et les villages les plus reculés. D'où l'urgence d'agir pour sauver des vies humaines et adapter les

campagnes de sensibilisation pour cibler toutes les couches de la société. La Protection civile a lancé en octobre dernier une campagne nationale de sensibilisation aux dangers d'asphyxie au gaz sous le slogan «Ensemble pour un hiver chaud et sûr». Un programme «riche» a été élaboré pour cette cam-

pagne, dont des portes ouvertes au niveau des unités de la Protection civile, des caravanes de sensibilisation sillonnant les différents communes et villages, outre l'animation d'émissions radiophoniques et télévisées et la diffusion de spots de sensibilisation via les différents médias.

A. F.

Le ministère de la Santé tire la sonnette d'alarme

LE MINISTÈRE de la Santé a rappelé, hier, dans un communiqué, les principales directives de la campagne de prévention et de précautions afin de réduire les risques liés aux intoxications au monoxyde de carbone qui continuent de faire des victimes. Il a souligné, notamment, l'importance de contrôler tous les ans les installations de chauffage et de production d'eau chaude par un professionnel qualifié (chaudière, chauffe-eau, chauffe-bain, cheminée, poêle...), aérer son logement quotidiennement pendant 10 minutes au moins et ne jamais obstruer les aérations du logement. Le ministère a recommandé également de «n'utiliser d'appareils mobiles de chauffage d'appoint que dans les pièces convenablement ventilées et par intermittence, ne jamais faire fonctionner un moteur de voiture dans un garage fermé, de respecter les consignes d'utilisation des appareils de chauffage et de ne jamais utiliser d'appareils non destinés à l'usage de chauffage».

R. N.

Bilan des dernières 24 heures Virus : 4 décès et 247 nouveaux cas

L'ALGÉRIE a enregistré 4 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, un cas de moins qu'hier (5), portant à 2 786 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar.

Le nombre de contaminations a connu une légère remontée, avec 247 cas, soit 19 cas de plus par rapport au bilan d'hier (228), pour atteindre, au total, 101 120 cas confirmés.

R. N.

Entreprises algériennes

Hafid Aourag déplore la marginalisation des chercheurs

Le directeur général de la recherche scientifique et du développement technologique au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Hafid Aourag, déplore la marginalisation des chercheurs algériens dans les entreprises.

Lors de son passage, hier, sur les ondes de la Radio nationale, Hafid Aourag a indiqué que «la valorisation des compétences est le premier objectif de la stratégie de notre tutelle». Il a affirmé que l'Algérie compte aujourd'hui plus de 37 000 chercheurs. Ce qui nous donne, a-t-il dit, une moyenne de 740 chercheurs pour un million d'habitants. Selon lui, l'Algérie compte plusieurs types de chercheurs, à savoir universitaires, chercheurs permanents, le personnel de soutien à la recherche, ingénieurs, et les chercheurs en entreprise, qui sont, selon lui, le point faible de notre système national de recherche. «Nous avons 180 chercheurs dans les entreprises. C'est vraiment dérisoire comme nombre», a-t-il regretté.

Qualifiant les chercheurs permanents de «cheville ouvrière» de la recherche scientifique, le même responsable a précisé qu'il est impératif aujourd'hui de revoir leur statut pour passer de la recherche académique à la recherche et développement. Il a indiqué que cette catégorie de chercheurs est mal-



heureusement marginalisée par le système national de la recherche. Donc le plus grand défi, pour le développement de la recherche, selon lui, c'est de promouvoir et d'encourager la mise en place d'un statut de chercheur dans l'entreprise, qui est impératif dans le développement. «Il faut absolument faire en sorte de créer un écosystème pour que les entreprises soient productives de savoir-faire, puisque l'Algérie dispose de chercheurs qui peuvent les accompagner», a-t-il suggéré.

Par ailleurs, le directeur général de la recherche a fait remarquer qu'«à l'université

on est à la pointe de la connaissance et de la technologie en matière théorique, c'est-à-dire que le diplômé algérien a des connaissances nécessaires, par rapport à ce qui se passe dans le monde». Mais «lorsqu'il rejoint le milieu du travail, il trouve des entreprises archaïques qui continuent à fonctionner avec d'anciennes technologies. Donc, il ne peut pas s'adapter», a-t-il regretté.

Hafid Aourag a soutenu cependant que cette tendance commence, quelque peu, à s'inverser. Il a fait état de la signature de plusieurs conventions de coopération entre le secteur de la recherche et plusieurs ministères, à l'exemple de ceux de l'Industrie et de l'Agriculture en particulier. Hafid Aourag n'a pas manqué de rappeler que le secteur de la recherche en Algérie dispose de compétences avérées, lesquelles, quand elles ont été sollicitées, ont démontré les qualités de leur savoir-faire. Il en veut pour preuve les quelque 3 000 sites d'exploitation d'énergie renouvelable implantés avec leur concours en diverses régions du territoire. Il a rappelé également la découverte d'un vaste gisement à valeur très élevée de silicium par des chercheurs algériens à l'Ouest du pays. Il a révélé, à ce propos, que le Japon a d'ores et déjà exprimé son vif intérêt à contribuer à son exploitation commerciale.

Louisa Ait Ramdane

Prix des légumineuses, pâtes, fruits et légumes...

Le consommateur subit une nouvelle hausse depuis le début de l'année

■ Rien n'échappe à la tendance de l'augmentation puisque les prix des pâtes alimentaires, fruits et légumes, féculents et légumes secs ont tous connu une hausse depuis le début de l'année 2021. Une cherté qui vient porter le coup de grâce au pouvoir d'achat du citoyen déjà affecté par une année de crise sanitaire.

Par Thinhinene Khouchi

La majorité des prix des produits agricoles, les prix des légumes secs, des pâtes et autres ont enregistré une augmentation depuis le début de l'année en cours. En effet, depuis le début de la crise sanitaire à ce jour, les prix des différents produits alimentaires de large consommation n'ont pas cessé d'augmenter au niveau national. Ceux des produits alimentaires ont, en moyenne, augmenté de 5%. Afin de constater cette hausse, un tour dans les différentes surfaces de denrées alimentaires de la capitale ainsi que les marchés s'est imposée. Au niveau du rayon pâtes, on remarque rapidement une augmentation. Le kilo de couscous, à titre d'exemple, est à 150 DA contre 110 DA il y a quelques semaines seulement. Le paquet de pâtes de 500g est affiché à 65 DA. Le prix d'un kilo de riz dépasse les 120 DA. Du côté des légumes secs, les lentilles sont à 180 DA, les haricots secs à 290 DA. Concernant les légumes au niveau des marchés, la pomme de terre est proposée à plus de 55 DA, les tomates à 80 DA, les oignons à 60 DA. Pour ce qui est des fruits, les oranges sont proposées à 160 DA, mandarines et bananes sont affichées entre 200 et 250 DA. À propos de la flambée des prix, le président de l'association «El Aman» pour la protection des consommateurs, Hacène Menouar, a estimé que «le déséquilibre entre l'offre et la demande, le manque de marchés de proximité et l'absence de contrôle sont les raisons de cette augmentation». «On demande à ce qu'il y ait un



contrôle, à commencer par l'industriel avec un sous-détail des prix, afin de comprendre si c'est une entente entre les opérateurs pour faire augmenter les prix ou si la hausse est justifiée», a ajouté le même responsable, estimant que c'est la seule solution en vue de garantir le respect des prix. En revanche, un autre responsable de la même organisation considère que le facteur responsable de cette hausse des prix «serait la dévaluation du dinar», ce qui implique que tous les produits importés, notamment ceux de la matière première, ont subi une augmentation.

Augmentation prochaine de tous les produits contenant du sucre...

Les jus, gâteaux, yaourts, boissons gazeuses et tous les produits qui nécessitent du sucre dans leur fabrication vont

connaître une hausse engendrée par l'augmentation de 10% du prix du sucre chez les fabricants depuis dimanche dernier. Cette déclaration a été faite par le président de l'Association algérienne de protection et d'orientation du consommateur et son environnement (Apoce), Mustapha Zebdi, qui a dénoncé ces augmentations anarchiques et injustifiées. De son côté, lors de son passage sur une chaîne privée, Hadj Tahar Boulouar, président de l'Association nationale des commerçants et artisans, a assuré que le sucre destiné à la consommation ne connaîtra pas d'augmentation car son prix est officiellement fixé à 90 DA depuis 2011. Mais concernant les fabricants des produits qui contiennent du sucre qui ont dû acheter cette matière première au prix nouveau, effectivement, «ils vont augmenter le prix de leurs produits», dira Boulouar, précisant que «si le prix de la matière pre-

mière a augmenté, il est normal que le prix de la matière produite augmente systématiquement». Il citera les produits qui vont donc connaître des augmentations, notamment les jus, gâteaux secs, boissons gazeuses, miel, confiture, bonbons, chocolat, les pâtes qui contiennent du sucre aussi et autres produits contenant cette matière première. En outre, Boulouar a tenu à souligner que les fabricants doivent informer les citoyens quant à l'augmentation de leurs produits et en cas de baisse du prix du sucre ils doivent aussi baisser le prix de leurs produits. A cette occasion, critiquant l'absence totale de communication des producteurs algériens, Boulouar a appelé ces derniers à informer les consommateurs en cas de hausse et de fixer la date et la marge d'augmentation de leurs produits dont la matière première est le sucre.

T. K.

LA QUESTION DU JOUR

De l'avantage qu'il y a à pouvoir parler aux deux camps libyens

Suite de la page une

L'Algérie et la Tunisie sont d'ailleurs en concertation permanente à ce propos. On ne connaît pas par ailleurs de désaccord si petit qu'il soit entre la Tunisie et le Maroc sur le même sujet. Ainsi donc, les pays, qui avec la Mauritanie, sont les plus proches en même temps que les plus concernés par ce qui se passe chez un des membres de leur ensemble politique, et dont l'entente en l'occurrence aurait été déterminante dans la résolution de la crise, se trouvent réduits à un rôle d'appoint, de second ordre autrement dit, par rapport à celui qu'y tiennent des Etats lointains, comme la Turquie, le Qatar, les Emirats, la Russie, la France et l'Italie, pour ne parler que de ceux dont la main est la plus visible. De tous ceux-là, il n'y aurait que l'Egypte qui de par la géographie aurait quelque droit de s'en mêler. Si demain la crise venait à s'envenimer, ce ne sont pas les Maghrébins qui se trouveraient en première ligne, mais selon toute apparence l'Egypte et la Turquie, dont les intérêts sont particulièrement divergents. Pour autant leurs situations en Libye ne sont pas parfaitement symétriques. Bien qu'elle soutienne un camp plutôt qu'un autre en Libye, l'Egypte n'a pas perdu la faculté de parler aux deux. La preuve en a été faite récemment avec l'envoi à Tripoli d'une importante délégation égyptienne, laquelle a abordé avec le gouvernement d'entente nationale de Fayaz el-Serraj des questions aussi importantes que celles de la réouverture de la représentation égyptienne et le rétablissement des vols aériens entre les deux pays. On n'imagine pas la Turquie accomplir la même démarche en direction du gouvernement de Tobrouk. Pas plus qu'on ne puisse le faire d'ailleurs s'agissant du Qatar, ou à l'inverse, des Emirats vis-à-vis de Tripoli. Cette capacité de parler aux deux camps, elle n'a fait défaut à aucun des pays maghrébins, qui à la différence de l'Egypte sont restés neutres dans la crise libyenne. Parce qu'elle ne peut parler aux deux camps libyens, mais seulement à l'un d'eux, la Turquie, sans l'intervention pourtant de laquelle Tripoli serait tombé, est condamnée à voir son influence se résorber dès lors qu'une issue politique à la crise aura été trouvée.

M. H.

Tebboune a réitéré sa conviction que l'avenir de l'économie nationale réside dans le développement d'une industrie concurrentielle, une agriculture diversifiée et un secteur tertiaire développé, en tant qu'alternative réelle et durable pour sortir de la dépendance excessive aux hydrocarbures», conclut la source.

Nassim S./APS

Le Président Tebboune reçoit des représentants de confédérations du patronat Objectif : atteindre 4 milliards USD d'exportations hors hydrocarbures

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mardi, en audience, des représentants de confédérations du patronat, indique un communiqué de la Présidence de la République. «Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mardi en audience, des représentants de confédérations du patronat pour l'examen de questions relatives à la relance de l'économie nationale», précise le communiqué. «A l'entame de cette audience, les présidents des confédérations du patronat ont exprimé leurs remerciements au président de la République pour leur association à la concrétisation du plan de relance économique, et leurs vœux de santé et de réussite dans l'accomplis-

sement de ses hautes missions au service du peuple et de la patrie», ajoute la même source. Après des exposés exhaustifs présentés par les représentants des confédérations sur la situation de leurs activités industrielles et économiques, le président de la République a donné les orientations suivantes : œuvrer davantage à l'augmentation de la production nationale dans les secteurs public et privé, et préserver les postes d'emploi dans les différents secteurs économiques et industriels, à la lumière de l'amélioration notable de la situation sanitaire, qui est à même d'impulser la dynamique économique, notamment dans les domaines en lien avec le quotidien du citoyen. Le Président Tebboune a également

exhorté les présents à poursuivre l'amélioration, le développement et la diversification de la production agricole afin d'englober les produits actuellement importés, comme la poudre de lait, les viandes, l'huile et les aliments de bétail. Il les a poussés à lancer l'exportation des produits fabriqués localement afin d'atteindre l'objectif fixé pour l'année 2021 d'une hausse de 2 à 3 milliards USD et de 4 milliards USD d'exportations hors hydrocarbures, en accordant un intérêt particulier à l'exportation vers les pays africains et à la création de succursales de banques algériennes. Le Président Tebboune a instruit le secteur bancaire de jouer un rôle plus efficace dans le soutien de la production nationale et de faci-

liser la tâche aux investisseurs nationaux, en éradiquant toutes les formes de bureaucratie et les lentes procédures qui entravent l'économie nationale, tout en accélérant la numérisation, notamment du secteur de la Finance, et en particulier les Domaines, les Impôts, les Douanes, afin de parvenir à la transparence de toutes les transactions. Concernant le foncier, le président de la République a donné des instructions pour la prise de toutes les mesures indispensables, au niveau central et local, afin de faciliter l'accès au foncier nécessaire à la domiciliation des investissements et la création de nouveaux postes d'emploi, à travers l'ensemble du territoire national. En conclusion, «le Président

Santé à Semaoune / Béjaïa

Personnel et citoyens revendiquent la mise à niveau de la polyclinique

■ Alors que le personnel de la polyclinique est en grève illimitée depuis trois jours, hier c'était au tour des habitants de la localité de couper le chemin de wilaya n° 22, reliant la commune de Semaoune à celle de Timezrit.

Par Hocine Cherfa

Les protestataires qui avaient observé, avant-hier, un sit-in devant le siège de l'APC, ont bloqué aussi le chemin de fer. Cette double action de contestation a été organisée afin de réclamer, avec insistance, la prise en charge immédiate et sans tarder des revendications des citoyens, du personnel médical et paramédical de la polyclinique de Semaoune, portant sur l'amélioration des conditions de prise en charge des malades et le réaménagement de la structure qui est en continue dégradation. Les contestataires ont arboré deux banderoles sur la route barricadée par des troncs d'arbres et des pierres, sur lesquelles on pouvait lire : «Notre santé est prise en otage, ensemble pour une polyclinique digne de ce nom». Cette action de protestation a beaucoup pénalisé les usagers de la route. Elle est menée aussi en signe de solidarité à la grève du personnel de l'EPSP qui a débuté il y a trois

jours. Les habitants revendiquent le réaménagement de la structure sanitaire qui se dégrade de jour en jour, l'amélioration des soins et la prise en charge des malades en général par sa dotation en moyens humains et matériels, la réparation du matériel défectueux et des infrastructures vieillissantes. Dans un préavis de grève adressé il y a plusieurs jours aux autorités et à leur tutelle, les grévistes relèvent «les conditions déplorables» dans lesquelles ils exercent leurs fonctions. Des conditions qui, selon eux, ne «répondent pas, aux normes requises d'une polyclinique digne de ce nom, mais surtout les risques d'effondrement et d'électrocution auxquels sont exposés les travailleurs et les usagers». Selon eux, «cette situation induit une tension entre les usagers et le personnel : ce cumul d'anomalies et contraintes entraînent des mécontentements et altercations, des violences verbales de la part des usagers envers le personnel». Pour les auteurs du document, «le seuil de la dégradation des infrastruc-



tures atteint par la polyclinique impose un plan de réhabilitation urgent et exige sa mise à niveau». Pour eux, «le délai de 10 jours est suffisant pour entamer des actions concrètes et non pas des promesses sans lendemain». Sur le portail de la polyclinique, une pancarte est accrochée. Elle

porte plusieurs revendications, en l'occurrence, le réaménagement de la structure par des travaux urgents comme l'étanchéité, chauffage, téléphone, éclairage extérieur, réparation d'électricité, réparation du portail, dotation de la polyclinique en moyens matériels tels qu'une

ambulance, un numérisateur, et équipement de la loge de garde, entre autres. Les grévistes exigent aussi des moyens humains, notamment «des agents de sécurité, agents d'accueil, personnel médical et manipulateur radio».

H. C.

Mascara

Grands espoirs pour le développement de l'oléiculture

Les professionnels et les intervenants dans le domaine de l'oléiculture de la wilaya de Mascara fondent de grands espoirs dans le développement de cette filière au vu des atouts et des qualifications dont dispose la région en dépit du léger recul de la production enregistré la dernière saison.

La production d'olive dans la wilaya de Mascara a enregistré, cette saison, une diminution de la production d'environ 85 000 quintaux, notamment par rapport aux prévisions tracées par la Direction des services agricoles (DSA) pour la saison 2019-2020, qui avait envisagé une récolte de 715 000 quintaux.

Le directeur des services agricoles, Hassaine Nasreddine, a indiqué que la superficie globale productrice d'olive dans la wilaya est estimée à 13 645 hectares et comprenant 1 414 000 oliviers producteurs, ajoutant que ses services ont envisagé une production de 715 000 quintaux, dont 696 000 quintaux d'olive de table et 18 000 quintaux destinés à la production d'huile d'olive.

Cependant, la récolte quasi définitive a atteint les 631 000 quintaux, dont 618 000 quintaux d'olive de table et 13 000 quintaux d'olive destinés à la production d'huile, soit une moyenne de 12 litres par quintal.

Le responsable local des services agricoles prévoit une amélioration de la production d'olive dans les prochaines années, suite à l'entrée en production de nouvelles oliveraies, cultivées ces dernières années, dont la superficie dépasse les 1 400 ha.

Elles devront renforcer la production de cette filière, en plus des investissements réalisés par l'Etat dans le domaine de l'irrigation, ce qui permettra de mobiliser une grande partie des eaux de surface

et souterraines pour l'irrigation agricole. Un grand nombre de communes a bénéficié d'eau potable à partir du réseau de dessalement de l'eau de mer.

Le président de la Chambre locale d'agriculture, Mohamed Zougat, a indiqué à l'APS que son organisme a entrepris, dernièrement, en collaboration avec les instances spécialisées, une campagne de sensibilisation des agriculteurs des zones montagneuses de la wilaya sur la nécessité de planter des arbres fruitiers, notamment les oliviers.

Le même responsable a indiqué que malgré le recul de la production d'olive de la saison actuelle par rapport à l'année dernière et par rapport aux prévisions, il reste, néanmoins, acceptable par rapport à la situation exceptionnelle que traverse le pays, à l'instar des pays du monde entier, en raison de la propagation de la pandémie du virus corona et les conséquences induites par cette situation, notamment les restrictions des déplacements.

A ce propos, M. Zougat a estimé que les horizons de développement de ce produit agricole sont toujours de mise, en raison de l'inexistence de problèmes de commercialisation du produit de la wilaya en olive sur le plan national et même à l'étranger, vu la qualité du produit, notamment celle de la «Sigoise».

Cette dernière variété a bénéficié d'une large opération de promotion, à travers la participation dans les salons nationaux et internationaux, dont ceux organisés en Russie, en France, en Allemagne et en Espagne.

Pour sa part, le président du Conseil interprofessionnel de la filière oléicole, Nacer Benyettou, a indiqué que le recul de la production, cette saison agricole, est dû à la période des grandes chaleurs

ayant marqué l'été dernier, en plus du maigre taux de pluviométrie durant l'automne dernier, ainsi que l'insuffisance des eaux consacrées à l'irrigation agricole à partir du barrage de Chorfa.

Le même interlocuteur a ajouté que les prix de commercialisation du produit pratiqué par les producteurs restent, cette saison, moyens et se situent entre 80 et 100 dinars le kilo. «Même si le prix affiché est suffisant pour couvrir les frais d'investissement pour l'agriculteur, notamment ceux intéressés par la quantité du produit, il n'en demeure pas moins qu'il ne couvre pas les frais de production de manière satisfaisante», a-t-il précisé.

Le secrétaire général de la Chambre d'agriculture, Boualel Dena, a indiqué, de son côté, que 1 700 agriculteurs des zones montagneuses de la wilaya de Mascara ont bénéficié, durant la dernière saison agricole, de 172 000 arbustes fruitiers, dont une grande partie constituée d'oliviers, dans le cadre d'un programme exécuté par la DSA pour soutenir les zones montagneuses classées comme zones d'ombre.

L'opération, pour laquelle une enveloppe de 65 millions DA a été dégagée l'année dernière et sera renouvelée lors de la saison actuelle, a permis, selon le même interlocuteur, de fournir des arbustes en quantité suffisante pour planter quelque 2 200 ha de terres montagneuses, de façon à participer à la protection des terres montagneuses de l'érosion et permettre de garantir une source de revenus pour les habitants de ces zones.

La plaine de Sig en pole position

Le périmètre irrigué de la plaine de Sig, réputée pour sa production des

meilleures variétés d'olives occupe la première place, ces dernières années, sur le plan national dans ce domaine.

Ce périmètre a bénéficié d'un projet d'aménagement et de renouvellement du réseau d'irrigation permettant d'irriguer quelque 4 993 ha de terres agricoles, à partir du barrage de «Chorfa 2», près de la ville de Sig, par le biais de canalisations souterraines pour éviter l'évaporation des eaux et la détérioration rapide des installations.

Cette opération, supervisée par l'Office national d'assainissement et d'irrigation, a bénéficié d'une enveloppe budgétaire de 3,56 milliards DA comprenant la première tranche de 2 562 ha, la réalisation de 60 km de réseau de transport et de distribution des eaux. Elle a également permis de renouveler 30 km de voies rurales anciennes et l'ouverture de 36 autres nouveaux kilomètres de routes ainsi que la réalisation de nouvelles tranchées sur une longueur de 98 km et l'installation de plus de 270 équipements d'irrigation.

La seconde tranche, dont la superficie est de 2 431 ha, permet la pose de 62,3 km de canalisations de transport et de distribution des eaux, ainsi que l'installation de 226 équipements mécaniques d'irrigation et le renouvellement de 34 km de voies rurales anciennes et la réalisation de nouvelles voies sur une longueur de 8 km.

La région de Sig, dans le nord-ouest de la wilaya, occupe toujours la première place en matière de superficies consacrées aux oliviers avec une surface de 2 560 ha, suivie par la région de Oued Taria, au sud de la wilaya, avec près de 2 280 ha, puis la région de Zahana, à l'ouest de la wilaya avec environ 1 270 ha et la région de Hachem, à l'est de la wilaya, avec 1 160 hectares.

Siham B.

Tout en accordant une exception à la Russie et au Kazakhstan

L'Opep+ décide de maintenir sa production

P.N.D. R.



■ Les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et leurs alliés ont décidé, mardi, de maintenir leurs niveaux de production actuels, en février et mars, mais ont accordé une exception à la Russie et au Kazakhstan, a indiqué le ministre de l'Energie, Abdelmadjid Attar.

Par Salem K.

«Après un long débat et des concertations qui ont duré près de 24h, les membres de l'Opep+ ont décidé d'écartier la possibilité d'augmenter la production globale du groupe de 500 000 barils/jours, mais ont accordé une exception à la Russie et au Kazakhstan, qui peuvent augmenter leurs productions de, respectivement, 65 000 barils/jours et 10 000 barils/jours», a déclaré M. Attar à la presse à l'issue de la réunion.

Cette augmentation exceptionnelle d'un total de 75 000

barils/jour a été décidée en prenant en considération les besoins énergétiques croissants durant la période d'hiver dans ces deux pays, explique le ministre.

Ces 75 000 barils/jour seront déduits ultérieurement des quotas de la Russie et du Kazakhstan, si l'Opep+ décide d'augmenter sa production lors des prochaines réunions.

En outre, l'Arabie saoudite s'est engagée «volontairement» à compenser cette augmentation et même d'approfondir la baisse actuelle de l'Opep+ afin de stabiliser le marché mondial de brut.

M. Attar a salué, à cette occasion, l'initiative saoudienne, «sans laquelle il n'y aurait pas eu d'accord» et qui permettra de «maintenir l'équilibre du marché et protéger les intérêts de tous les producteurs».

Dans ce sens, le ministre a fait remarquer que cette décision, qui sera annoncée officiellement par les Saoudiens durant les prochains jours, a déjà eu son impact positif sur le marché avec un prix de Brent qui a dépassé les 53 dollars le baril.

Les ministres de l'Opep+ devront tenir leur prochaine réunion en mars prochain, afin d'examiner les évolutions sur le marché pétrolier et discuter d'un éventuel ajustement des niveaux de production pour le mois d'avril.

Pou rappel, les ministres de l'Opep+ ont décidé, lors de leur

réunion tenue début décembre dernier, d'augmenter la production globale des 23 pays du groupe de 0,5 million de barils/jour, à partir de janvier 2021. Ainsi, le volume retiré du marché devient 7,2 millions de barils/jour contre 7,7 millions de barils/jour fin 2020.

Appel à la prudence malgré les opérations de vaccination

Les participants à la 13^e réunion ministérielle de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés (Opep+) ont souligné la nécessité de rester prudents malgré les opérations de vaccination contre la pandémie Covid-19, en optant notamment pour le maintien de leur niveau de production actuel en février et mars prochains.

«La réunion a reconnu que le sentiment du marché a été soutenu récemment par les programmes de vaccination et l'amélioration des marchés d'actifs, mais a souligné la nécessité de faire preuve de prudence en raison de la faiblesse de la demande et des faibles marges de raffinage, des stocks élevés et d'autres incertitudes sous-jacentes», lit-on dans le communiqué final de la réunion, publié sur le site web de l'Opep.

L'Opep+ a donc reconfirmé la décision prise lors de la 12^e

réunion ministérielle, d'augmenter la production de 0,5 millions barils/jour à partir de janvier 2021 et d'ajuster, par conséquent, la réduction de production de 7,7 millions barils/jour à 7,2 millions barils/jour.

La réunion a reconnu, toutefois, la nécessité de rendre progressivement les 2 millions barils/jour retirés du marché, avec un rythme qui sera «déterminé en fonction des conditions du marché», selon le communiqué final.

Par ailleurs, la réunion a réaffirmé la nécessité de continuer à suivre de près les fondamentaux du marché, «y compris l'approvisionnement hors groupe Opep+ et son impact sur l'équilibre pétrolier mondial et la stabilité générale du marché».

Saluant l'engagement continu des pays membres à respecter leurs quotas, le communiqué a fait savoir que les membres de l'Opep+ avaient contribué à réduire l'offre mondiale d'environ 1,9 milliard de barils, y compris les ajustements volontaires.

Cependant, l'Opep+ a réaffirmé l'importance «cruciale» de respecter rigoureusement les niveaux fixés et de compenser les volumes surproduits conformément aux décisions de la 11^e et la 12^e réunions, afin d'éviter des retards indus dans le processus.

Ainsi, il a été demandé à

tous les pays participants «peu performants» de soumettre leurs plans de mise en œuvre de la compensation requise pour les volumes surproduits au Secrétariat de l'Opep avant le 15 janvier 2021.

La réunion a décidé, enfin, de tenir la prochaine réunion du Comité ministériel conjoint de suivi (JMMC) le 3 février prochain, qui sera suivie d'une autre réunion du JMMC le 3 mars et de la 14^e réunion ministérielle le 4 mars, selon le communiqué final. S. K.

Bolsonaro :

«Le Brésil est en faillite, je ne peux rien faire»

«LE BRÉSIL est en faillite. Je ne peux rien faire», a déclaré, mardi, le Président Jair Bolsonaro, attribuant la crise à «ce virus alimenté par la presse», à un moment où les aides qui ont sauvé des millions de personnes de la misère ont pris fin.

«Le Brésil est en faillite. Je ne peux rien faire. Je voulais changer la grille de réductions des impôts, mais il y a eu ce virus alimenté par la presse que nous avons ici, cette presse sans intérêt», a déclaré M. Bolsonaro en réponse à un de ses partisans qui l'a salué devant sa résidence officielle à Brasilia.

Le Président brésilien faisait référence à la réforme pour la hausse du niveau des revenus exonérés d'impôts, une promesse de campagne du leader d'extrême droite, arrivé au pouvoir avec un programme économique libéral.

Pour M. Bolsonaro, l'effondrement économique du pays est lié aux restrictions préconisées par les gouverneurs pour lutter contre la pandémie de coronavirus, qui a déjà tué près de 198 000 personnes au Brésil. Et il a gagné en popularité grâce à l'aide d'urgence accordée pendant neuf mois à 68 millions de Brésiliens, soit près d'un tiers de la population.

Mais ce mois-ci, ces aides ont cessé, sous la pression des marchés inquiets du niveau élevé du déficit et de la dette du pays, qui pourrait le placer «au bord d'un gouffre social», selon Marcelo Neri, directeur du centre de politique sociale de la Fondation Getulio-Vargas (FGV).

Pendant ce temps, le nombre de cas et de décès continue d'augmenter. Au cours des dernières 24 heures, le géant sud-américain a recensé 1 171 décès et près de 60 000 nouvelles contaminations, des chiffres qui devraient augmenter dans les prochaines semaines en raison des rassemblements massifs qui ont eu lieu pendant les fêtes de Noël et du Nouvel An, selon les spécialistes. Ali Y.

Entretien avec le chef de la Délégation de l'UE en Algérie

Ait Ali Braham évoque la coopération économique

Le ministre de l'Industrie, Ferhat Ait Ali Braham, a reçu, mardi à Alger, l'ambassadeur, chef de la Délégation de l'Union européenne en Algérie, John O'Rourke, avec qui il a évoqué la coopération économique entre l'Algérie et l'UE, a indiqué un communiqué du ministère.

Les deux parties ont évoqué, lors de cette rencontre, l'état de la coopération économique entre l'Algérie et l'UE ainsi que les attentes et les visions en vue de son renforcement, précise la même source.

Le ministre a présenté au diplomate

européen «les grandes lignes du nouveau cadre juridique et réglementaire» visant à rendre le climat des affaires plus sécurisé et fluide et à faciliter l'investissement pour les opérateurs algériens et étrangers.

Il a également exposé la nouvelle orientation et la dynamique économique adoptée par l'Algérie, ajoute la même source.

M. Ait Ali Braham a plaidé, à cette occasion, pour une «diversification et un renforcement des relations économiques avec le partenaire européen, basés sur le principe de l'intérêt mutuel et réciproque».

Pour sa part, M. John O'Rourke a salué les dernières «mesures prises par le gouvernement algérien pour stimuler l'investissement productif, tout en exprimant la volonté de la partie européenne d'approfondir le partenariat avec l'Algérie dans le cadre de sa démarche de diversification de l'économie».

La rencontre a été également une occasion pour évaluer les programmes de coopération bilatérale en cours de mise en œuvre, conclut le communiqué.

K. B.

Mis au point par le laboratoire public Sinopharm

Le vaccin chinois efficace contre les variants du Covid

■ *Le premier vaccin chinois, officiellement approuvé contre le Covid-19, est efficace contre les nouvelles souches du virus, a assuré, mardi, l'un de ses concepteurs.*

Par Faten D.

Le vaccin mis au point par le laboratoire public Sinopharm avec sa filiale China National Biotech Group (CNBG) a un taux d'efficacité de 79 %, a annoncé la

Le président du Conseil de l'UE, Charles Michel : L'UE attend l'autorisation d'un deuxième vaccin «dans les prochaines heures»

L'UNION européenne espère qu'un deuxième vaccin contre le coronavirus y sera autorisé «dans les prochaines heures», a affirmé, mardi, le président du Conseil de l'UE, Charles Michel, qui a annoncé la tenue avant la fin janvier d'un nouveau sommet virtuel consacré à la crise sanitaire. «On espère que dans les prochaines heures, même si on n'a pas de certitude, qu'un deuxième vaccin puisse faire l'objet d'un agrément», a déclaré M. Michel lors d'une conférence de presse à Lisbonne marquant le début de la présidence tournante assurée par le Portugal depuis le 1^{er} janvier. Sous pression des pays européens pour autoriser le vaccin Moderna dès que possible, l'Agence européenne du médicament (EMA) avait avancé du 12 janvier à mercredi, puis de mercredi à lundi, une réunion de son Comité des médicaments à usage humain (CHMP), laissant entrevoir la possibilité d'une décision imminente qui n'est toujours pas intervenue. L'EMA a autorisé le Covid-19 Pfizer/BioNTech, pour lequel la Commission européenne a aussitôt donné son feu vert et qui reste à ce jour le seul vaccin autorisé en Europe.

La 2^e injection du vaccin Pfizer peut être retardée dans certains cas

La deuxième injection du vaccin contre le Covid-19 développé par les laboratoires Pfizer et BioNTech peut être retardée de quelques semaines dans des «circonstances exceptionnelles», ont estimé, mardi, les experts de l'OMS. Le Groupe stratégique consultatif d'experts (SAGE) sur la vaccination «recommande l'administration de deux doses de ce vaccin dans un délai de 21 à 28 jours», a déclaré lors d'une conférence de presse son président, Alejandro Cravioto. Il a ajouté qu'il était possible de retarder l'administration de la deuxième injection de quelques semaines «dans des circonstances exceptionnelles de contextes épidémiologiques et de contraintes d'approvisionnement». **R. S.**

semaine dernière le groupe pharmaceutique, juste avant de recevoir une approbation «sous conditions» pour la mise sur le marché de l'injection.

«La mutation actuelle du virus du Covid-19 n'a pas rendu le vaccin inefficace», a assuré à la télévision nationale le président de CNBG, Yang Xiaoming.

Pékin a annoncé jeudi avoir découvert le nouveau variant d'origine britannique chez une étudiante de retour du Royaume-Uni. La Chine avait décrété dès le 24 décembre la suspension de ses vols avec ce pays.

Mardi, les autorités chinoises s'efforçaient d'accélérer la vaccination de la population à l'approche de la grande migration du Nouvel an chinois, qui tombe cette année le 12 février.

Ces festivités donnent habituellement lieu à la plus grande migration du monde, lorsque

des centaines de millions de travailleurs quittent les grandes villes pour rentrer dans leur famille.

A Shanghai, des soignants recevaient la piqûre cette semaine. Mais à la différence de ce qui se passe en Europe, les personnes âgées n'étaient pas dans les groupes prioritaires à vacciner, l'inoculation étant réservée aux 18-59 ans.

D'après le quotidien de langue anglaise «Global Times», peu de seniors ont été inclus dans les tests cliniques du vaccin, ce qui explique «un recours prudent à la vaccination pour les plus âgés».

Sans attendre le feu vert officiel des autorités médicales, la Chine, où la Covid-19 a fait son apparition il y a tout juste un an, a déjà commencé à vacciner des millions de personnes dès l'été dernier, notamment des soi-



gnants, des étudiants en partance pour l'étranger ou des diplomates. Pas moins de 4,5 millions de doses ont ainsi déjà été administrées ces derniers mois, ont indiqué les autorités la semaine dernière. Si le pays a largement

éradiqué l'épidémie depuis le printemps, il a encore signalé lundi comme mardi 33 nouveaux cas de contamination au cours des dernières 24 heures, soit le chiffre le plus élevé depuis près de deux mois. **F. D.**

Royaume-Uni

L'épidémie s'emballle, le confinement parti pour durer

Face à la flambée du nouveau variant du coronavirus, les Britanniques ont amorcé mardi un long et dur confinement, que le gouvernement promet de mettre à profit pour vacciner près de 14 millions de personnes d'ici à mi-février.

Face à la gravité de la situation, le Bureau national des statistiques estime que plus de 1,12 million de personnes étaient infectées par le virus en Angleterre la semaine dernière, soit un habitant sur cinquante. Plus de 60 000 cas ont été recensés mardi au Royaume-Uni.

Un telle propagation du virus laisse augurer pour les semaines à venir de nombreuses admissions dans des hôpitaux déjà au bord de la rupture et une aggravation du bilan, déjà l'un des plus lourds d'Europe (plus de 76 000 morts).

Sous pression, le Premier ministre, Boris Johnson, a étendu à toute l'Angleterre les confinements locaux en vigueur et fermé les écoles.

L'Ecosse est aussi entrée dans un confinement du même type pour au moins tout le mois de janvier. Déjà confinés, Pays de Galles et Irlande du Nord ont décidé de laisser les enfants à la maison.

Face à ce nouveau «sacrifice» pour la population, le Chef du gouvernement a pro-

mis mardi «la plus grande transparence possible» pour montrer qu'il utilise «chaque seconde de ce confinement» pour déployer le «bouclier invisible» du vaccin autour des plus âgés et des plus vulnérables.

Le gouvernement britannique compte vacciner d'ici à mi-février 14 millions de personnes

Le gouvernement britannique a annoncé, hier, qu'il comptait vacciner, d'ici à mi-février, quelque 14 millions de personnes contre le nouveau coronavirus (Covid-19) au Royaume-Uni, estimant que c'est un objectif «ambitieux mais atteignable».

«C'est sans aucun doute un objectif ambitieux, un objectif très ambitieux», a déclaré Nadhim Zahawi, secrétaire d'Etat chargé du programme de vaccination, sur la chaîne Sky News. «Mais je suis confiant qu'avec le plan mis en place par le NHS (service public de santé), nous y arriverons», a-t-il ajouté, tout en reconnaissant qu'il s'agissait d'un «effort herculéen».

M. Zahawi a assuré qu'il y aurait une «accélération massive» du nombre de personnes vaccinées dans les prochains jours avec le déploiement de plus de 1 000 centres de vaccination, plus de deux mil-

lions de vaccinations par semaines étant nécessaires. Plus de 1,3 million de personnes vulnérables et de soignants ont déjà été vaccinés depuis le lancement de la campagne de vaccination au Royaume-Uni début décembre. Elle est désormais menée avec deux vaccins, le Pfizer/BioNTech et l'AstraZeneca/Oxford.

Le gouvernement britannique a fait de la vaccination de tous les plus de 70 ans et soignants, soit près de 14 millions de personnes, un objectif permettant une levée progressive du confinement officiellement entré en vigueur mercredi en Angleterre, où les contaminations flambent et les hôpitaux sont au bord de la rupture.

Le Premier ministre britannique, Boris Johnson, doit justifier ces nouvelles restrictions devant la Chambre des Communes à la mi-journée, avant un vote des députés dans la soirée.

Le Royaume-Uni affiche l'un des bilans les plus lourds en Europe, avec plus de 76 000 morts et près de 61 000 cas positifs mardi. L'Ecosse est aussi entrée dans un confinement du même type pour au moins tout le mois de janvier. Déjà confinés, Pays de Galles et Irlande du Nord ont fermé les écoles.

Yanis H.

Distribution dans différentes régions

L'Indonésie déploie 83 000 policiers et soldats pour escorter des doses de vaccin

L'Indonésie a déployé 83 556 policiers et soldats pour escorter des doses de vaccin contre le Covid-19 de leur arrivée à l'aéroport de Soekarno-Hatta jusqu'à leur livraison à la compagnie publique de fabrication des vaccins Biofarma dans la province de Java Occidentale, et à leur distribution dans différentes régions, a rapporté, hier, un responsable de police.

Le porte-parole de la police indonésienne,

le général de brigade Rusdi Hartono, a indiqué que cette escorte faisait partie d'une opération conjointe entre le personnel de l'armée, celui de la police et d'autres institutions concernées visant à assurer le respect des protocoles sanitaires et le succès du programme de vaccination. L'Indonésie débute son programme de vaccination contre le Covid-19 le 13 janvier 2021, avec pour objectif de vacciner 181,5 millions de personnes

d'ici à l'année prochaine. La première période de vaccination s'étendra de janvier à avril 2021, avec pour objectif de vacciner 1,3 million de travailleurs médicaux, 17,4 millions de fonctionnaires et 21,5 millions de personnes âgées.

La seconde période s'étendra d'avril 2021 à mars 2022 et s'adressera à 63,9 millions de personnes vulnérables et 77,4 millions d'autres personnes.

Musique Les festivals britanniques appellent à l'aide

LE MONDE des festivals de musique au Royaume-Uni, institution mise à terre par le nouveau coronavirus, a appelé à l'aide mardi, expliquant que nombre d'événements sont menacés de disparition.

Devant une commission parlementaire, organisateurs de festivals et représentants de ce secteur qui pèse plusieurs milliards de livres sterling ont souligné qu'il était crucial d'avoir des garanties et un calendrier clair de la part du gouvernement pour que les événements puissent se tenir en 2021.

«Si à Pâques nous ne savons toujours pas s'il est possible de rassembler des foules pour de petits ou grands festivals, alors nous serons dans une situation catastrophique», a déclaré Steve Heap, de l'Association des organisateurs de festivals.

Selon lui, un sondage auprès de ses membres indique que près de la moitié d'entre eux ont besoin de savoir dans les trois premiers mois de l'année si le programme de 2021 peut se tenir.

Sacha Lord, cofondateur du festival Parlife de Manchester (nord-ouest de l'Angleterre), a quant à lui souligné que les organisateurs, les indépendants et les sous-traitants seraient «balayés» si les éditions de cette année ne pouvaient avoir lieu.

«Si nous ne pouvons pas jouer en 2021, je pense que la grande majorité (des festivals) pourrait disparaître», a-t-il déclaré aux députés.

Le Royaume-Uni, l'un des pays en Europe les plus durement touchés par la pandémie avec plus de 75 000 morts, a vu son industrie musicale, qui représente 5,8 milliards de livres (6,4 milliards d'euros), frappée de plein fouet par les interdictions de grands rassemblements et les confinements successifs.

L'Angleterre entre dans son troisième confinement, mais entrevoit l'horizon d'un possible retour à la normale au printemps grâce à la vaccination, qui a commencé depuis près d'un mois dans le pays, mais ne concerne pour l'instant que les plus âgés et vulnérables.

En juillet, le secteur de la musique s'était vu allouer un fonds de sauvetage de 250 millions de livres, sur le 1,6 milliard de livres accordé à la culture.

Selon l'organisme représentant le secteur, UK Music, celui-ci traverse une «crise existentielle».

Dans un rapport publié mardi établissant les étapes pour que le secteur des concerts puisse se rétablir, UK Music a souligné qu'après une saison 2020 «balayée» par le virus en raison de l'annulation de tous les festivals, il existe «une réelle menace que la grande majorité de la saison 2021 subisse le même sort».

R. I.

Prévu du 9 au 11 janvier à la BN

L'œuvre de Benhadouga à revisiter

■ La Bibliothèque nationale d'El Hamma (Alger) abrite du neuf au onze du mois de janvier courant une Conférence nationale sur l'œuvre de Abdelhamid Benhadouga. Des chercheurs des quatre coins du pays prennent part à ce rendez-vous culturel organisé sous le thème «Le roman algérien... de la création à la consécration». Cet événement sera organisé dans le respect total des mesures de prévention contre le Covid-19, confirment les organisateurs.

Par Abla Selles

L'œuvre et le parcours du romancier, dramaturge, traducteur et nouvelliste Abdelhamid Benhadouga sont à revisiter du neuf au onze du mois de janvier courant à la Bibliothèque nationale d'El Hamma. C'est dans le cadre d'une Conférence nationale intitulée «Le roman algérien... de la création à la consécration» qu'un grand nombre de chercheurs et spécialistes des quatre coins du pays ont été invités.

Organisée par le ministère de la Culture et des Arts, cette rencontre se veut une occasion pour rendre hommage à ce grand homme de la culture algérienne et un espace où le défunt sera présenté à la jeune génération. D'ailleurs, plusieurs intervenants et chercheurs spécialisés dans l'œuvre de Benhadouga devront prendre part aux travaux de cette conférence nationale, ce qui encourage les étudiants universitaires à travailler sur ses œuvres.

Il faut savoir que les œuvres de Benhadouga proposent une matière fertile pour les études universitaires et de post gradua-



PHD.R.

Né à Mansoura, dans la wilaya de Bordj Bou-Arréridj, Abdelhamid Benhadouga (1925-1996), romancier, dramaturge, traducteur et nouvelliste, est l'auteur de «Rih El Djanoub» (Vent du Sud), premier grand roman algérien écrit en langue arabe en

1971 et adapté au grand écran par Mohamed Slim Riad en 1975. Abdelhamid Benhadouga est l'un des romanciers algériens les plus célèbres, possédant à son actif plusieurs ouvrages, notamment le célèbre «Vent du Sud», traduit dans une vingtaine

de langues, en plus d'autres romans tels que «Ban Essobh» et «Djazia et les Derviches».

Les gens qui l'ont côtoyé saluent en lui sa modestie et son esprit de créativité et de critique constructive.

A. S.

Pour cause de pandémie La cérémonie des Grammys reportée

L'association des professionnels de la musique (Recording Academy) a décidé le report, pour cause de pandémie, de la cérémonie des Grammy Awards, les récompenses de l'industrie américaine du disque, initialement prévue le 31 janvier à Los Angeles.

La Recording Academy n'a pas publié de communiqué ou de déclaration publique, mais actualisé le calendrier sur son site officiel, fixant la nouvelle date au 21 mars.

Après avoir été moins durement touchée que beaucoup d'autres Etats américains, la

Californie a vu la pandémie accélérer sur son territoire depuis début novembre. Elle enregistre actuellement plusieurs dizaines de milliers de nouveaux cas de coronavirus chaque jour (31 170 lundi). Le taux de positivité est monté à 13,6 % (sur 7 jours glissants) et l'Etat le plus peuplé des Etats-Unis a enregistré, le 31 décembre, un record à 585 décès. Les organisateurs avaient déjà prévu une cérémonie en format pandémie, sans public, avec seulement les présentateurs et les artistes invités à se produire durant la retrans-

mission, sur la chaîne nationale CBS, au Staples Center de Los Angeles.

Retenue à neuf reprises, la chanteuse Beyoncé était arrivée en tête des nominations, annoncées fin novembre, portant son total à 79.

«Queen Bey» est nommée pour son duo avec la rappeuse Meghan Thee Stallion, intitulé «Savage», ainsi que son morceau surprise, inspiré du mouvement né après la mort de George Floyd, un homme noir étouffé par des policiers lors de son interpellation, fin mai.

Elle devance Taylor Swift, le

rappeur Roddy Ricch et la chanteuse britannique Dua Lipa, chacun crédité de six nominations.

La liste des nominations avait aussi frappé par ses absences, en premier lieu celle du chanteur canadien The Weeknd, mais aussi du groupe coréen BTS ou du rappeur défunt Pop Smoke, écartés de toutes les catégories majeures. Plusieurs autres cérémonies de récompenses ont déjà été repoussées, notamment celle des Oscars, du 28 février au 25 avril.

L. B.

Cinéma

L'actrice Tanya Roberts, ex-James Bond girl, est "bel et bien" morte

L'actrice Tanya Roberts, à l'affiche du James Bond «Dangereusement votre» et de la série «Drôles de dames», est morte à Los Angeles des suites d'une infection, a annoncé, mardi, son publiciste. Le décès de l'actrice, âgée de 65 ans, avait été annoncé à tort lundi, alors qu'elle était encore hospitalisée dans un état critique.

Tanya Roberts est célèbre pour avoir campé le rôle de la géologue Stacey Young dans «Dangereusement votre», le dernier James Bond tourné par Roger Moore, en 1985.

Le compagnon de l'artiste avait malencon-

treusement annoncé son décès dimanche soir, à la suite d'une incompréhension avec l'hôpital Cedars-Sinai où Tanya Roberts avait été admise, selon le publiciste de cette dernière, Mike Pingel.

De nombreux médias, dont l'AFP, avaient diffusé l'information avant de la rectifier.

Tanya Roberts a finalement succombé lundi soir à une infection urinaire qui s'était étendue aux reins et à d'autres organes et avait tourné à la septicémie, a déclaré à l'AFP M. Pingel.

Plusieurs médias américains ont confirmé le décès de l'actrice, citant son compagnon.

Née Victoria Leigh Blum à New York en

1955, l'actrice a débuté sa carrière dans le mannequinat, avant d'endosser le rôle de la détective Julie Rogers, pour la dernière saison de la série télévisée «Drôles de dames».

«C'était mon premier vrai boulot, ça a lancé ma carrière», a-t-elle confié.

Ces dernières années, Tanya Roberts était surtout connue pour son rôle dans la série «That '70s Show» où elle jouait Midge Pinciotti, la mère de Donna, aux côtés de Mila Kunis et Ashton Kutcher. «That '70s Show» a été diffusée sur Netflix durant plusieurs années, donnant à la série créée dans les années 90, un nouvel élan de popularité.

M. C.



Corée du Nord

Kim Jong Un reconnaît des «erreurs» en ouvrant le congrès du parti au pouvoir

■ Le dirigeant nord-coréen, Kim Jong Un, a fait le constat de l'échec de sa politique économique, admettant que «presque tous les secteurs» n'avaient pas atteint leurs objectifs, en ouvrant le congrès du parti au pouvoir, selon des propos rapportés hier par l'agence officielle.

Par Mourad M.

Ce congrès est le premier en cinq ans et seulement le huitième de l'histoire de la Corée du Nord. Il est organisé deux semaines avant l'entrée en fonction du président américain élu, Joe Biden, alors que les relations avec les États-Unis sont dans l'impasse.

Le 8^e congrès du Parti des travailleurs de Corée (WPK) s'est ouvert mardi à Pyongyang, selon l'agence officielle nord-coréenne KCNA. Sur les images diffusées par la télévision d'État, on peut voir les 7 000 délégués et participants, dont aucun ne portait de masque, se lever en même temps pour applaudir l'entrée de Kim Jong Un.

Dans son discours, le leader nord-coréen a fait le constat de l'échec du plan quinquennal de développement économique, adopté lors du dernier congrès de 2016, déclarant que «presque tous les secteurs ont été loin d'atteindre les objectifs fixés», selon KCNA.

La Corée du Nord souffre d'une mauvaise gestion chronique de son économie et le plan précédent a été discrètement abandonné l'an dernier.

Le congrès va analyser en profondeur «les expériences, les leçons et les erreurs commises pendant cette période», a ajouté M. Kim, vêtu d'un costume noir et arborant à son revers les effigies de son père et son grand-père, qui l'ont précédé à la tête de la Corée du Nord.

L'agence n'a donné aucune précision sur le type d'«erreurs» auxquelles se réfère le leader nord-coréen, et n'a pas indiqué s'il avait fait mention des États-Unis ou de la Corée du Sud dans son discours.

La Corée du Nord a été durement frappée par les sanctions internationales destinées à contraindre Pyongyang à renoncer à ses programmes nucléaires et balistiques qui ont connu une avancée rapide sous la direction de M. Kim.

Le pays est par ailleurs plus isolé que jamais, ayant fermé ses frontières il y a un an pour se protéger de la pandémie de coronavirus, apparue chez son puissant voisin et principal allié, la Chine. Pyongyang assure n'avoir enregistré aucun cas de Covid-19, ce dont doutent les observateurs. Les échanges avec la Chine ne représentent plus qu'une infime partie de leur niveau habituel, et de nombreuses ambassades ont fermé ou drastiquement réduit leurs effectifs.

Selon les analystes, le congrès, dont les travaux se poursuivent cette semaine, est centré sur des questions intérieures. Il devrait réaffirmer l'importance de l'«autosuffisance» et annoncer un nouveau plan économique.

Dimanche, l'organe du parti au pouvoir, Rodong Sinmun,



R. A. D. R.

avait appelé à une loyauté inébranlable envers le leader nord-coréen, estimant qu'un «esprit d'unité» était nécessaire pour assurer une année «victorieuse». Réunion la plus importante du parti au pouvoir, le congrès est suivi de près par les analystes à l'affût de tout signe de changement au niveau des orientations politiques ou du choix des élites.

La sœur de Kim – et sa conseillère – Kim Yo Jong, fait partie des officiels élus au présidium du congrès, signe de son influence croissante.

Le 7^e congrès organisé en 2016, le premier en près de 40 ans, avait fortement contribué à forger la stature de Kim Jong Un comme chef suprême et

héritier de la dynastie des Kim, au pouvoir depuis sept décennies.

Le congrès réuni cette semaine montre, selon Ahn Chan-il, chercheur à l'Institut mondial des études nord-coréennes de Séoul, un «besoin urgent de solidarité interne». «Le congrès du parti doit servir d'étincelle pour restaurer la foi d'un public déçu», estime-t-il.

Le congrès a été précédé par des campagnes de mobilisation de masse, demandant aux Nord-Coréens d'effectuer pendant 80 jours des heures supplémentaires et de s'acquitter de nouvelles tâches pour soutenir l'économie.

M. M.



Commentaire

Aides

Par Fouzia Mahmoudi

Si la politique au Proche-Orient de Donald Trump ne laissait aucun doute sur son amitié avec les dirigeants israéliens, les Palestiniens ont souffert de nombreuses prises de positions de l'administration républicaine, telles que la décision de couper des aides américaines à l'Autorité palestinienne. Une décision qui avait été à l'époque critiquée parmi les démocrates, qui, désormais au pouvoir, semblent prêts à remédier à la partialité excessive de la Maison-Blanche dans le dossier israélo-palestinien, ces quatre dernières années. Un influent élu américain a ainsi déclaré mardi qu'il étudierait la reprise de l'aide humanitaire apportée aux Palestiniens, dans le cadre d'une politique de solution à deux États souhaitée par le président élu Joe Biden. Dans une interview à l'AFP, le nouveau président de la commission des Affaires étrangères à la Chambre des représentants, Gregory Meeks, a également soutenu le retour d'une présence diplomatique palestinienne aux États-Unis, après la fermeture par l'administration Trump du bureau de l'Organisation de libération de la Palestine à Washington DC. «Je suis un fervent partisan de la solution à deux États, apportant l'autodétermination aux deux parties, car c'est, il me semble, la seule manière de garantir un État juif d'Israël viable, et un État palestinien pacifique, et qu'ils puissent devenir interdépendants en matière de commerce», a soutenu Gregory Meeks. «Donc nous avons peut-être besoin de relancer (le programme) américain d'aide aux Palestiniens, pour montrer que les États-Unis sont prêts à être à nouveau des leaders», a-t-il ajouté. L'administration Trump a stoppé le financement de plus de 200 millions de dollars d'aide aux Palestiniens en 2018, et a aussi arrêté de payer pour nourrir et éduquer les enfants palestiniens, à travers les opérations de l'ONU. L'administration Trump s'est inscrite en porte-à-faux par rapport au consensus international en reconnaissant Jérusalem comme la capitale d'Israël et en soutenant l'installation de colonies en territoire palestinien occupé. Le président américain est également impliqué dans le processus de reconnaissance d'Israël par plusieurs États arabes. Gregory Meeks a en revanche écarté l'idée d'utiliser les 38 milliards de dollars d'aide financière envers Israël comme levier pour que l'État juif accepte un État palestinien. À l'instar de Joe Biden, Gregory Meeks est considéré comme l'un des responsables démocrates les plus favorables à Israël, au sein d'un parti de plus en plus critique à l'égard du Premier ministre Benjamin Netanyahu et de son virage à droite. Ce représentant de l'État de New York, qui est le premier parlementaire noir à présider la commission des Affaires étrangères, l'a emporté face au représentant démocrate Joaquin Castro qui avait promis de défendre la voix des Palestiniens. Reste à savoir si ces promesses seront tenues et si les efforts pour un rétablissement du dialogue israélo-palestinien seront poursuivis avec une réintroduction effective de la solution à deux États, ou si les changements effectués par Trump au Proche-Orient sont trop nombreux et profonds pour pouvoir revenir en arrière sans endommager sérieusement la relation privilégiée qui lie Israël aux États-Unis.

F. M.

WikiLeaks

Son extradition refusée, Julian Assange demande la liberté

Deux jours après que la justice britannique a refusé de l'extrader vers les États-Unis, le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, demandait hier sa remise en liberté.

L'audience s'est ouverte peu après 10h00 GMT à la Westminster Magistrates Court de Londres. Transféré depuis la prison de haute sécurité de Belmarsh où il est détenu, Julian Assange est apparu en costume sombre, masque sur le visage.

L'accusation a mis en évidence ce que Julian Assange a les «ressources» de prendre la fuite, mettant en avant l'offre d'asile politique faite par le Mexique.

Réclamé par la justice américaine qui veut le juger pour la diffusion de centaines de milliers de documents confidentiels, l'Australien de 49 ans, poursuivi notamment pour espionnage, a remporté lundi une première victoire. Invoquant le risque de suicide du fondateur de WikiLeaks dans le système carcéral américain, la juge britannique Vanessa Baraitser a refusé son extradition vers les États-Unis.

Dans la foulée de la décision, les autorités américaines ont notifié au tribunal leur intention de faire appel. Mais en attendant la suite de la procédure, la justice britannique doit statuer sur la remise en liberté ou le maintien en détention de Julian Assange à Belmarsh, à l'est de Londres.

Jusqu' alors, toutes ses demandes de libération ont été refusées

Julian Assange a été arrêté par la police britannique en avril 2019 après avoir passé sept ans reclus à l'ambassade d'Équateur à Londres, où il s'était réfugié alors qu'il était en liberté sous caution. Il craignait une extradition vers les États-Unis ou la Suède, où il a fait l'objet de poursuites pour viol qui ont depuis été abandonnées.

L'Australien, soutenu par nombre d'organisations de défense de la liberté de la presse, risque aux États-Unis 175 ans de prison pour avoir diffusé, à partir de 2010, plus de 700 000 documents classifiés

sur les activités militaires et diplomatiques américaines, notamment en Irak et en Afghanistan. Les États-Unis lui reprochent d'avoir mis en danger des sources des services américains, accusation qu'il conteste. Parmi les documents publiés figurait un vidéo montrant des civils tués par les tirs d'un hélicoptère de combat américain en Irak en juillet 2007, dont deux journalistes de l'agence Reuters.

Pendant l'audience, qui s'est déroulée sur cinq semaines en février et en septembre, un psychiatre ayant examiné Assange avait évoqué un risque de suicide «très élevé» s'il devait être extradé vers les États-Unis. Ses avocats avaient dénoncé une procédure «politique» fondée sur des «mensonges».

Si la juge britannique a rejeté les arguments relevant de la défense de la liberté d'expression, elle a estimé que «les procédures décrites par les États-Unis ne vont pas l'empêcher de se suicider». Elle a donc refusé l'extradition «pour des raisons de santé mentale».



Éliminatoires de la CAN/Algérie-Botswana Une délégation de la FAF en visite d'inspection au stade Tchaker

UNE DÉLÉGATION de la Fédération algérienne de football a effectué ce mardi une visite d'inspection et de travail au stade Mustapha-Tchaker de Blida, en prévision de la prochaine sortie des Verts, en mars face au Botswana, dans le cadre de la sixième et dernière journée du groupe H des éliminatoires de la CAN 2021, a indiqué l'instance sur son site officiel. Pour rappel, la wilaya de Blida, à travers la Direction de la jeunesse et des sports et la Direction de l'Opow Tchaker, a déjà lancé plusieurs travaux de réaménagement et d'agencement de ce stade qui a été le théâtre des grandes victoires des Verts durant plus d'une décennie. Parmi ces chantiers, il y a celui de l'entretien de la pelouse qui fait l'objet d'un travail minutieux

de la part de l'équipe de l'Opow avec la précieuse contribution de Amar Boukaaboub, expert en gazon des terrains de football, précise la même source. D'autres espaces, comme les vestiaires, l'aménagement d'un bureau pour le commissaire du match, une infirmerie, une nouvelle salle de conférences de presse et d'une zone mixte, sont également pris en charge dans le cadre de ce projet. Et ce, en attendant la rénovation totale de ce stade qui, elle, interviendra après le mois de novembre 2021, soit à l'issue des éliminatoires de la Coupe du monde Qatar 2022 où il sera question, entre autres, du changement de la toiture, de l'emplacement de nouveaux vestiaires et autres équipements nécessaires, souligne la FAF.

RC Relizane

C. El Ouezzani souhaite le changement de la pelouse du stade Zoughari

L'ENTRAÎNEUR du RC Relizane, Si Tahar Cherif El Ouezzani, a réitéré, mardi, son appel en direction des services concernés pour renouveler la pelouse du stade Tahar-Zoughari, lieu de domiciliation de son équipe pensionnaire de la Ligue 1 de football, «devenue un véritable danger pour la santé des joueurs». «Nous attendons toujours que la pelouse soit changée. Des promesses ont été faites dans ce sens lors de l'intersaison, mais nous ne voyons encore rien venir. J'espère que les autorités concernées procéderont rapidement à la pose d'une nouvelle pelouse, car l'actuelle, qui date de plusieurs années, est en train

de causer des blessures à répétition à nos joueurs et même ceux des équipes adverses», a déploré à l'APS l'ex-coach du MC Oran. Le stade Tahar-Zoughari, d'une capacité d'accueil de plus de 20 000 places, est doté d'une pelouse en gazon synthétique de troisième génération, dont l'état s'est nettement dégradé. Cette infrastructure est dépourvue également d'éclairage, a-t-on indiqué. Par ailleurs, le coach du «Rapid» a estimé que son équipe, qui retrouve l'élite cette saison, «aurait pu mieux faire» après six journées de championnat au cours desquelles elle a récolté six points d'une victoire et trois nuls contre trois défaites.

MC Oran

L'entraîneur Casoni est toujours en poste

LE PRÉSIDENT du MC Oran, Tayeb Mahiaoui, a indiqué mardi que rien n'a été encore décidé à propos de l'avenir de l'entraîneur français Bernard Casoni, qui ne fait plus l'unanimité au sein de ce club de Ligue 1 de football. «Pour le moment, Casoni est toujours en poste. Je ne peux donc me prononcer sur ce qui va se passer dans un avenir proche», a déclaré Mahiaoui à l'APS. Recruté en septembre dernier, le technicien français est déjà contesté par des membres du conseil d'administration de la formation phare de la capitale de l'Ouest. Certains d'entre eux plaignent carrément pour son limogeage. Mais Mahiaoui, qui était le seul partisan de l'engagement de l'ex-coach du MC Alger, a souligné qu'il préférerait «pour le moment temporiser». Il compte

d'ailleurs évoquer le sujet de l'avenir de son entraîneur lors de la prochaine réunion du conseil d'administration, prévue «au cours de cette semaine». Le même responsable a fait savoir, en outre, que si la direction du club décidait de mettre un terme à l'aventure de l'ancien défenseur international français avec les «Hamraoua», elle serait dans l'obligation de lui verser «deux mensualités en guise d'indemnités, comme le stipule le contrat liant les deux parties». Percevant un salaire avoisinant les 17 000 euros, Casoni, qui se trouve actuellement bloqué en France où il s'était rendu il y a quelques jours, a fait, jusque-là, l'objet de critiques acerbes de la part des supporters oranais, et même des dirigeants et de l'entourage proche du président du club.

Teungueth FC créé la sensation et élimine le Raja

LA FORMATION sénégalaise, Teungueth FC, a créé une véritable surprise en éliminant la prestigieuse équipe marocaine, le Raja Casablanca, plusieurs fois vainqueurs de trophées africains, lors de ce deuxième tour éliminatoire de la Ligue des champions d'Afrique. Les Sénégalais qui avaient imposés le nul au match aller ont fait de même lors

de cette manche retour qui s'est jouée à Casablanca, obligeant les deux formations à recourir aux tirs au but pour se départager. La séance fatidique a donc souri à cette petite équipe du Teungueth FC qui l'a remporté (3/1), malgré le fait qu'il s'agissait de sa première participation à cette compétition continentale. **R. S.**

Ligue I (7^e journée)

L'Entente en péril à Bordj

■ Le championnat de Ligue I reprend ses droits ce week-end, après un break de quelques jours pour permettre d'assainir les matchs en retard qui étaient en suspens jusque-là.



Les Sétifiens souhaitent décrocher un autre succès face au CABBA

Par Mahfoud M.

Ainsi, cette septième journée est marquée par ce grand derby des Hauts-Plateaux qui opposera le CA Bordj Bou-Arridj à son voisin et rival qui caracole en tête de classement, l'Entente de Sétif. Les gars de la ville des Bibans se trouvent dans une situation très difficile et ferment la marche du classement de la Ligue I en compagnie de l'USMBA, avec uniquement deux points dans leur escarcelle. Les Bordjiens sont donc dos au mur et doivent l'emporter s'ils souhaitent s'extraire de cette dernière place. Le coach, Bilal Dziri, est sous pression et certains affirment même qu'il s'agit de son dernier match à la tête du CABBA. De son côté, l'Entente est sur un nuage depuis quelque temps, et réussit un parcours très honorable en championnat, alors qu'elle s'est qualifiée sur tapis vert en Coupe de la CAF. La bande au Tunisien Nabil El Kouki tentera de confirmer sa bonne santé lors de ce match et remporter son quatrième succès hors de ses bases, après avoir battu

l'USMA, l'USMBA et le NAHD à l'extérieur. Les Sétifiens devront quand même être très concentrés sur leur sujet surtout que l'adversaire jettera toute sa force dans la bataille pour sortir de sa situation difficile. De son côté, la JS Saoura qui se trouve dans le peloton de tête, aura un déplacement périlleux à effectuer en se rendant à Skikda pour y affronter la JSMS locale et qui n'a d'autre choix que de l'emporter pour s'extirper de la zone des relégables. Les gars du Sud, eux, souhaitent revenir avec les trois points pour prendre la deuxième place momentanément. Le derby de l'Est entre le CSC et l'ASAM s'annonce équilibré entre deux formations qui souhaitent, toutes deux, réaliser un parcours honorable cette saison. Certes, les M'Ililis traversent une belle étape en ce début de saison, même s'ils ont enregistré leur premier échec lors de la précédente journée, mais les Constantinois souhaitent, de leur côté, amorcer un nouveau départ et prendre les trois points de ce choc. Les formations du NAHD, de l'OM, du RCR et de l'USMBA reçoivent

respectivement à domicile les équipes de l'ASO, le WAT, l'USB et le NCM et prétendent à la victoire qui est à leur portée, sauf surprise. Le derby algérois entre le Paradou AC et le CRB sera âprement disputé et tout porte à croire qu'il sera équilibré, même si le Chabab qui est sur une bonne lancée souhaite continuer donc et réaliser un autre succès. Les deux derniers matchs de cette journée, à savoir JSK-USMA et MCA-MCO, ont été décalés à lundi prochain en raison de la participation de la JSK et du MCA à la compétition africaine.

M. M.

Le programme :

Vendredi 08 janvier 2021 :

NAHD-ASO (14h30)
CSC-ASAM (14h30)
JSMS-JSS (14h30)
OM-WAT (14h)
CABBA-ESS (14h30)
RCR-USB (14h30)
USMBA-NCM (15h)

Samedi 09 janvier 2021:

PAC-CRB (14h)

Lundi 11 janvier 2021:

JSK-USMA (14h30)
MCA-MCO (15h)

Coupe de la Confédération (2^e tour préliminaire - retour)

La JSK passe, Bouzidi part

LA JS KABYLIE s'est qualifiée aux 16^e de finale (bis) de la Coupe de la Confédération africaine de football, en s'imposant devant les Nigériens de l'US Gendarmerie nationale sur le score de 2 à 0 (mi-temps : 1-0), en match retour du 2^e tour préliminaire disputé mardi au stade

du 1^{er}-Novembre de Tizi-Ouzou. Déjà buteur lors du match aller remporté (2-1) à Niamey, Reda Bensayah a récidivé en inscrivant le premier but de la rencontre à la 5^e minute de jeu, avant que Juba Oukaci n'aggrave le score en deuxième mi-temps (64').

L'autre représentant algérien dans cette compétition, l'ES Sétif, s'est qualifié pour le prochain tour sur tapis vert aux dépens des Tchadiens de Renaissance FC. L'ESS et la JSK seront fixées sur leurs adversaires aux 16^e de finale (bis) lors du tirage au sort prévu vendredi prochain au Caire. Pour

revenir à la JSK, il faut savoir que ce match était le dernier pour le coach Youcef Bouzidi qui a été débarqué par la direction pour des raisons inconnues, malgré les résultats très satisfaisants qu'enregistre l'équipe depuis sa venue, avec quatre matchs sans aucune défaite, toutes compétitions confondues, que ce soit en championnat ou en Coupe de la CAF. Le président, Chérif Mellal, aurait déjà conclu avec le technicien français Denis Lavagne qui a eu à diriger la formation du CS Constantine, la saison passée, sans pour autant réussir quoi que ce soit de positif.

M. M.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Commune d'El Khroub

La deuxième liste des demandeurs de logements sociaux affichée fin janvier

LA DEUXIÈME liste des demandeurs de logements sociaux, en cours de réalisation dans la commune d'El Khroub (Constantine), sera affichée «à la fin du mois de janvier en cours», a annoncé, mardi après-midi, le chef de l'exécutif local. Le wali, Ahmed Abdelhafid Saci, a assuré en marge d'une visite d'inspection des chantiers d'habitat en cours de réalisation dans les communes de Hama Bouziane et de Didouche Mourad, que la deuxième liste des demandeurs de logements sociaux en cours de réalisation dans la commune d'El Khroub (Constantine) sera affichée «à la fin du mois de jan-

vier en cours». Une liste de 1 882 bénéficiaires de logements publics locatifs (LPL) a été affichée à la fin du mois de décembre dernier, en sus d'une autre comportant les recours acceptés de 57 personnes inscrites au programme de 1 500 LPL lancé en 2018 dans la commune d'El Khroub, a-t-il fait savoir. S'agissant des citoyens ayant dénoncé leur exclusion des listes des bénéficiaires de logements sociaux de la commune d'El Khroub, M. Saci a rappelé que les services de cette collectivité locale sont mobilisés pour recevoir et étudier les recours des contestataires. **Mahi K.**

Annoncée par Malika Bendouda

Préparation d'une stratégie nationale dédiée à l'économie de la culture

UNE STRATÉGIE nationale dédiée à créer une véritable économie dans le secteur culturel est en cours de préparation pour exploiter l'ensemble des potentiels du secteur lui permettant de produire des ressources au profit l'Etat et non un secteur consommateur de budget, a indiqué, hier à Alger, le ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda. Lors d'un point de presse en marge d'une journée d'étude rassemblant plusieurs représentants ministériels et institutionnels au niveau du siège du Conseil national économique et social (Cnes), M^{me} Bendouda a souligné l'intérêt d'exploiter l'ensemble des potentiels du pays dans le secteur culturel afin de créer une réelle économie autour de ce secteur, lui permettant de produire de nouvelles ressources au profit de l'Etat et non un unique consommateur de budget. «L'objectif est de créer une stratégie algérienne de l'économie de la culture. On évoque la culture souvent comme consommatrice de budget, alors qu'aujourd'hui nous réfléchissons à la faire contribuer au budget de l'Etat et à la diversification de l'économie nationale», a expliqué la ministre. Lors de son discours, la ministre a estimé que cette stratégie devra soutenir la création d'entreprises artistiques et artisanales, tout en participant au développement local et à l'amélioration du cadre

de vie du citoyen. Selon M^{me} Bendouda, il s'agit d'exploiter l'ensemble des ressources du secteur pouvant être valorisées économiquement à travers une réelle économie culturelle comprenant l'industrie du livre, celle du cinéma, l'industrie des expositions artistiques locales et du tourisme culturel. Elle a ainsi rappelé l'importance de l'économie culturelle dans d'autres pays, représentant 4 % du PIB en Amérique latine, 3 % en Europe et en Asie alors qu'en Afrique elle ne dépasse pas 1,1 %. «Ce que possède l'Algérie comme ressources culturelles est suffisant pour relever le défi», a assuré la ministre, ajoutant que le pays bénéficie de plusieurs ressources culturelles exploitables telles que la deuxième plus vieille zone archéologique dans le monde, sept zones classées au patrimoine mondial, 1 048 zones classées au patrimoine national, pas moins de 15 000 zones archéologiques et 50 musées nationaux.

Pour sa part, le président du Cnes, Réda Tir, a estimé que cette nouvelle stratégie doit être bâtie sur la production de nouvelles ressources pour l'Etat, «en exploitant tout ce qui est matériel et immatériel au niveau du secteur culturel et en recensant tous les moyens de libérer les potentiels pour répondre à la demande du public».

R. C.

Internet

Lancement de la maintenance d'un câble sous-marin

ALGERIE TÉLÉCOM (AT) a entamé, à compter d'hier, une opération de maintenance de quelques jours sur le câble sous-marin SeaWeMe4, annonce dans un communiqué l'entreprise publique, entraînant une «courte» perturbation du service Internet. «Cette opération, qui durera quelques jours, causera pendant une durée d'environ 2 heures, une

baisse du service durant la nuit du 06/01/2021 (entre 23h00 et 3h00 du matin). Si par le passé, des opérations similaires ont causé des perturbations considérables, l'entrée en exploitation récente du câble ORVAL/ALVAL permettra à AT d'assurer la continuité des services Internet», précise la même source.

Les travaux de maintenance seront menés «en coordination avec ses partenaires étrangers, membres du consortium SeaWeMe4 et constituent une obligation technique et contractuelle pour AT vis-à-vis des entités membres du consortium relatif au câble concerné», est-il ajouté.

M. O.

Algérie télécom annonce des perturbations Du réseau internet



Conférence presse de la JSK

Les dirigeants contraints de l'annuler sous la pression d'un groupe de supporters

■ Un groupe de jeunes supporters a contraint, hier, les dirigeants de la Jeunesse Sportive de Kabylie (JSK) d'annuler leur conférence de presse.

Par Hamid M.

Les jeunes supporters se sont rassemblés devant le siège du club sis à la nouvelle ville de Tizi Ouzou pour crier haut et fort leur ras-le-bol face à la situation que connaît leur club, marquée par

une instabilité à la barre technique. Mouloud Iboud a tenté de raisonner les protestataires mais en vain avant de décider de quitter les lieux, abandonnant les journalistes conviés à la conférence de presse qu'il devait animer, sans fournir la moindre explication de son annulation. A

noter que depuis l'annonce du départ de l'entraîneur Youssef Bouzidi et son remplacement par le Français Denis Lavagne, la colère a gagné les supporters du club du Djurdjura jusqu'au point de réclamer le départ des dirigeants, à leur tête Chérif Mellal.

H. M.

Maatkas

Des émigrés équipent la polyclinique de leur région en matériel médical

La solidarité n'a connaît pas de frontières. C'est ce que viennent de prouver les membres de la communauté des émigrés établis aux États-Unis, natifs de la région de Maatkas (25 km au sud de Tizi Ouzou) en se mobilisant pour l'acquisition du matériel médical au profit de la polyclinique de la même localité.

En effet, le lot de matériel en question a été réceptionné hier au niveau de la structure de santé, au bonheur des populations de cette région. Le montant du matériel acquis est estimé à 11 400 dollars, soit 19 380 000 dinars.

Concours sur l'amazighisation/ Fin du travail de la commission d'évaluation de l'APW

La commission de l'Assemblée populaire de wilaya de Tizi Ouzou chargée du concours sur l'amazighisation a achevé avant-hier son évaluation après avoir sillonné les 67 communes de la wilaya. Dans un communiqué rendu public hier, l'APW de Tizi Ouzou a indiqué que «la commission d'évaluation s'est réunie à l'hémicycle de l'APW de Tizi ouzou pour peaufiner le travail à

remettre à l'huisier de justice qui établira le classement des 67 communes, selon l'ordre de mérite, quant à l'usage de tamazight dans les institutions ou encore dans les indications routières et autres».

Pour rappel, le concours a été lancé le 19 novembre dernier depuis Ath Yenni, région d'où est natif l'un des défenseurs et chercheurs de la langue amazighe, Mouloud Mammeri. Pour clôturer le travail de la commission d'évaluation, ses membres ont choisi la commune de Yakourène pour avoir abrité les travaux du premier séminaire du Mouvement culturel berbère en 1980.

A noter que la commission en question est composée des représentants des directions de la wilaya, à savoir la direction de l'éducation, le département de langue et culture amazighe de l'université Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou. Les résultats du concours seront connus dans les prochains jours.

H. M.